

Campus LREM à Avignon : « une action d'envergure sur un territoire compliqué » selon Adrien Morenas



Galvaniser les troupes, défendre le bilan LREM et mobiliser le local. En quelques mots, la volonté de l'aréopage de ministres venus au parc des expositions d'Avignon ce week-end. Le député du Vaucluse, Adrien Morenas, revient sur ce campus de rentrée au parfum de précampagne présidentielle.

L'Echo du mardi : Le choix s'est porté sur la cité papale pour accueillir le campus de rentrée



LREM. Le mouvement s'est-il étiolé avec le temps pour voir son enracinement local perdre un peu plus de sa consistance ?

Adrien Morenas: Si vous me le permettez, je tiens tout d'abord à remercier l'ensemble des volontaires, bénévoles, comités locaux et Michèle Malivel, référente départementale LREM Vaucluse pour ce remarquable rendez-vous qui a réuni 4500 militants à Avignon. Concernant le parti LREM, Il ne perd pas du tout de son ancrage, l'objectif était d'aller au plus proche des territoires. Le choix d'Avignon n'est pas le plus facile, politiquement parlant, pour y tenir ce genre meeting. L'idée était de déployer une action d'envergure sur un territoire compliqué. Et de démontrer à tous l'union de cette majorité présidentielle. Je rappelle que des militants des partis Modem et Agir, la droite constructive, était également présents. Le siège LREM a manifesté son choix d'organiser ce campus à Avignon, l'équipe départementale s'est ainsi mise à disposition pour organiser ces deux jours. Ce n'est pas un simple mouvement de cliqueurs, de personnes qui s'inscrivent sur les réseaux sociaux. Les sympathisants locaux, nationaux et internationaux, ont prouvé la force de cette base militante. Ce congrès leur rendait hommage.

« On ne cache pas qu'on est en campagne pour défendre ce qu'on a fait pendant quatre ans, pour promouvoir ce bilan » déclarait Stanislas Guérini, délégué général LREM, au micro de France bleu. Ce campus faisait-il office de lancement de précampagne ?

Il n'a échappé à personne que des élections présidentielles se jouent dans 6 mois. Le président n'a pas annoncé sa candidature. En revanche, nous souhaitons qu'il se présente à nouveau. Je ne suis pas en campagne, je manifeste simplement cette volonté militante de voir Emmanuel Macron briguer un nouveau mandat. Ce campus de rentrée était l'occasion de revenir sur quatre années d'actions politiques, d'expliquer les futurs textes qui approchent et de s'approprier encore mieux les mesures via une multitude d'ateliers. Ces derniers ont été animés par des hommes et femmes, des parlementaires ou bien le Premier ministre, sur des sujets décisifs tels que l'agriculture, la transition écologique et numérique, le développement économique et bien d'autres.





Michèle Malivel, référente départementale LREM Vaucluse en compagnie d'Adrien Morenas

LREM Vaucluse présentait pourtant il y a quelques jours un tract estampillé '5 ans de plus'.

Il s'agit ici d'une simple volonté, l'expression d'un souhait de militant, celui de voir Emmanuel Macron se lancer dans la course présidentielle 2022. Je rappelle que LREM est l'organe militant de notre mouvement politique. En Vaucluse, la famille LREM peut compter sur 2000 adhérents actifs et mobilisés. Autour de notre référente départementale gravite une équipe dynamique et impliquée, des animateurs locaux qui montent des comités et organisent des réunions, des actions de tractage et font remonter les principaux sujets de préoccupation. Ce campus prouve d'ailleurs la vitalité de notre mouvement. Je ne



connais pas de parti politique qui a fait sa rentrée avec autant de monde et de ferveur. Il y a un réel engouement, contrairement à ce que certaines personnes veulent faire croire, autour de l'action menée par le Gouvernement et le Parlement. Beaucoup se sont revus 5 ans en arrière, lors <u>du meeting de la Mutualité</u>. Nous avons retrouvé ce week-end l'énergie des premières heures militantes.

Lors du campus, Olivier Véran a qualifié Eric Zemmour d' »aventurier du repli, du rejet, du racisme ». Christophe Castaner l'a accusé d'être « fier de piétiner l'héritage de notre pays » . N'est-ce pas là une erreur stratégique des tenors LREM, qui confèrent un peu plus de légitimité politique, sinon médiatique, à un homme qui ne s'est même pas présenté ?

Disons que ce personnage entre dans le champ politique, même si sa candidature n'a pas été rendue publique, ce qui reste une stratégie de sa part selon moi. Toujours est-il que l'aile droite de l'échiquier politique s'inquiète de sa présence. Idem pour l'extrême droite ou au sein des verts. Les médias en font un acteur politique à part entière, avec pas moins de 56 heures d'audience cumulées le mois dernier. Même s'il n'est pas candidat, il reste crédité de 15% d'intentions de vote dans les sondages, cela signifie bien que ses thèses plaisent. On se doit d'être vigilant à l'égard des personnes qui s'arrangent avec l'histoire ou un courant de pensée, pour faire croire que les maux s'expliquent uniquement par l'immigration. C'est tellement facile de prétendre que tous les problèmes trouvent leur origine au sein d'une minorité, stigmatisée en raison d'une appartenance religieuse, d'autant plus dans un pays laïque.





Christophe Castaner au coté des militants LREM Vaucluse

En matière de philosophie politique, il faut être expert en subtilité pour déceler les nuances entre LREM et le Modem par exemple...

La majorité présidentielle est une majorité incluante. Il ne vous a pas échappé que pendant quatre ans, François Bayrou et le président de la République ont fait campagne main dans la main. Au même titre que LREM accueille des gens de gauche, de droite ou du centre. Au sein de ce parti présidentiel, on peut adhérer à des idées de droite, pour mettre en pratique des idées de gauche. Toutes les composantes de cette majorité présidentielle sont importantes. Subsistent quelques différences à la marge, mais en effet, les courants de pensée sont similaires.

Edouard Philippe s'est exprimé via vidéo lors du meeting, glissant une invitation à le rejoindre pour le lancement de son nouveau parti politique le 9 octobre au Havre. Une invitation qui irrite certains partisans LREM, alors même qu'Edouard Philippe fustigeait le revenu



d'engagement et alertait sur la dette publique dans 'Challenges'. Sommes-nous face à une volonté d'élargissement de la majorité présidentielle ou bien est-ce une tâche sur le tableau d'une majorité qui se veut unie ?

Je pense que <u>l'interview qu'Edouard Philippe</u> diffusée dans l'émission « 7 à 8 » parle d'elle-même. Il a clairement manifesté son soutien indéfectible au président et veut avoir sa part dans la campagne qui s'annonce. C'est une personnalité de droite qui souhaite élargir un peu plus la majorité sur l'aile droite. Plus il y a de personnes, quel que soit leur courant de pensée, souhaitant s'engager au sein de cette majorité présidentielle, plus la volonté que nous avons de parler à l'ensemble des Français est grande. Au même titre que le parti 'Agir droite constructive', un groupe parlementaire formé de militants LR et créé après les élections de 2017.



La députée de la 1e circonscription du Vaucluse, Souad Zitouni, au côté d'Adrien Morenas et de Michèle Malivel.



En marge du campus, Elisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances, s'est rendue dans la Maison de vie à Carpentras. Pourquoi l'avoir invitée dans cette structure ?

La Maison de vie est quelque chose d'exceptionnel à mettre en valeur, une belle initiative carpentrassienne. Nous savons que les personnes séropositives sont régulièrement victimes de discrimination, ajoutez à cela les difficultés liées à la maladie. Cette structure a vu le jour grâce à la volonté de la Princesse Stéphanie de Monaco et de l'engagement de la ville de Carpentras qui a cédé le terrain pour un euro symbolique. C'est intéressant de montrer que lorsque les volontés se rejoignent, privées et publiques, elles peuvent donner lieu à de beaux projets comme celui-ci. Rappelons que la Maison de vie a permis de soutenir jusqu'à présent 1300 malades du sida ou porteurs du VIH.



Parmi les personnalités présentes: Jacqueline Bouyac, vice-présidente de la Région Sud et le préfet de Vaucluse Bertrand Gaume.



Il y a quelques jours, sur invitation du député vauclusien Julien Aubert, <u>quatre candidats à la primaire</u> Les Républicains se retrouvaient à Lourmarin. Qu'est-ce qui vous différencie de ce parti qui demeure vivement actif au sein du tissu local ?

Disons que les Républicains ont une certaine majorité sur le territoire. Il y a une véritable base LR mais, contrairement à ce que l'on pense, tous ne sont pas favorables aux mesures prises par le haut. Ce qui fait réellement notre différence, c'est que nous sommes un mouvement de militants avant de devenir un parti politique. Nous avons cinq ans d'existence là ou LR est ancré depuis bien plus longtemps et vit à travers ses élus. A l'époque, nous n'avions pas de militants, ce sont les Français eux-mêmes qui ont exprimé leurs priorités lors de la 'grande marche'. Etre gaulliste en 2021, est-ce la même chose qu'être gaulliste en 1950 ? Qui n'a pas envie d'être gaulliste ? La droite gaulliste se constitue entre autres de militants réformistes mais qui, pour autant, ne se retrouveront pas dans la philosophie politique de LREM. Concernant le Rassemblement national, nous n'avons eu de cesse de constater la baisse sur l'ensemble des scrutins depuis quatre ans. Les concitoyens s'intéressent davantage aux actes qu'aux paroles. Aujourd'hui, nous avons démontré que l'ensemble des mesures allaient dans le sens de ce que voulaient les Français.



Environ 4500 militants réunis à Avignon.

Après le choc que vient de subir l'économie nationale et les 140 milliards du 'quoi qu'il en coûte', le président 'Réformator' maintient ses engagements : baisse de la taxe d'habitation, du taux de l'impôt sur les sociétés, mise en place du bouclier tarifaire dernièrement. Toutes ces mesures ne fleurent-elles pas bon l'électoralisme ?

Réformator ? Voilà une formule qui me va très bien. Je ne dirai pas qu'elles sont électoralistes. Aujourd'hui, la France doit appliquer un tarif de gaz qui est européen. L'enjeu est de limiter les dégâts et LREM s'est toujours battu pour le pouvoir d'achat des Français. Nous prenons ainsi des dispositions pour



éviter que ces deux augmentations ne mettent davantage les Français dans une situation de précarité. Hors de question de faire supporter ces hausses de prix du gaz et de l'électricité aux Français. Pour ce qui est de la taxe d'habitation, non seulement nous maintenons la baisse, mais il n'y aura pas d'augmentation d'impôt à venir. Nous partons du principe que le pouvoir d'achat contribue à la relance du pays, par le biais de la consommation. Au sujet du plan de Relance, nous avons investi sur nos entreprises qui créeront par la suite de la richesse et feront fonctionner l'économie locale. Dois-je rappeler que lorsque ces dispositifs ont été mis en place, on nous prédisait une catastrophe, un taux de récession jamais vu, un taux de chômage record. La vérité est toute autre. Les politiques menées ont réussi à protéger les Français et nous enregistrons la plus grosse reprise économique au sein de l'OCDE (ndlr: Organisation de coopération et de développement économiques).

Propos recueillis par Linda Mansouri